

1 - 16 juin
2001

n° 156

huitième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

Transport

DANZAS
SeaAir

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

rythmes

La réunion des bailleurs de fonds, à Tokyo, les 12 - 14 juin, sera la sixième concernant le Cambodge. Les partenaires se connaissent bien. Le scénario est rôdé. De chaque côté, on a appris à se connaître.

Du côté cambodgien, on s'est familiarisé avec les méthodes des bailleurs de fonds, on a acquis du vocabulaire, on a appris aussi à dialoguer sur une base d'égalité.

Du côté des bailleurs de fonds, on a acquis de l'expérience : on s'est aperçu au fil des années qu'il y a un rythme cambodgien. Des calendriers et des "benchmarks" trop rigoureux ne sont pas opérationnels.

Plutôt qu'une série d'exams où l'élève est reçu ou recalé, mieux vaut un "suivi". Cette formule correspond à un tout autre état d'esprit.

Il ne s'agit pas d'"admettre" ou de "refuser" l'élève Cambodge. L'idée générale est de l'aider à progresser, et puisque cette entreprise est de longue haleine, à l'évidence il faut s'efforcer de conjuguer les efforts. Repérer avec lui où sont les faiblesses, tâcher d'y remédier ensemble.

C'est l'objet des réformes, qui sont définies, mises au point, poursuivies en commun par les bailleurs de fonds et le gouvernement. L'important travail en profondeur qui a été entrepris n'aboutira pas avant des années.

On peut estimer qu'à Tokyo les bailleurs de fonds s'intéresseront plus à l'avancée et à la poursuite des réformes (fiscale, administrative, gestion des forêts, ...) qu'à sanctionner des faiblesses.

C'est ce qui rend le rôle de l'opposition difficile. Elle dénonce les faiblesses du gouvernement, et les injustices, qui abondent.

Mais les bailleurs de fonds, tout à leurs programmes et projets, ne souhaitent pas se laisser distraire.

c.n.

Interview

Khieu Kanharith

Secrétaire d'Etat à l'Information.

Membre de l'Académie de Science Politique de New York, U.S.A.
Porte-Parole du PPC

Droits de l'Homme - Le Procès Frontières - Elections - Adoptions

Droits de l'Homme

Certains politiciens essayent toujours d'exploiter l'animosité entre les Cambodgiens et leurs voisins. La poussant même jusqu'à la xénophobie. Et c'est honteux. Par exemple, à propos de l'incendie près du "Building" il y a eu des articles (*La Voix de la Jeunesse khmère, 26 mai*) qui, sans aucune preuve, attribuaient ces incendies à des Vietnamiens, relevant ainsi de l'incitation à la haine raciale pure et simple. Le Gouvernement l'a relevé; les organisations de défense des droits de l'Homme, non. Est-ce que leur information est mal faite? Ou est-ce qu'il s'agit de parti pris? Et c'est toujours comme ça.

Des organismes partisans

Om Yintieng, président de la Commission gouvernementale des droits de l'Homme a proposé à ces organismes de travailler la main dans la main. Ils n'ont pas voulu, sous prétexte qu'on ne peut pas faire confiance au gouvernement. Or il faut se rappeler que les organismes de défense des droits de l'Homme sont ici pour faire de la surveillance et de la formation aux droits de l'Homme. Quand on vient avec juste l'idée que tout ce qui vient du Gouvernement est nécessairement mauvais on ne peut pas prétendre à ce rôle de formateur et adopter une position impartiale. Plutôt que de chercher à défoncer cette vieille barque qu'est la société cambodgienne, ils devraient plutôt chercher à la renforcer.

Abandonner les haines primaires

Il est vrai que les Cambodgiens détestent les Vietnamiens et les Thaïlandais, parce qu'ils voient en eux les destructeurs de l'empire khmer. Mais ils ne se posent jamais la question "Pourquoi?". Ils ne s'interrogent pas sur leurs propres responsabilités. Cette attitude est malheureusement renforcée par les discours populistes de nos politiciens qui veulent capitaliser sur cette sorte de haine primaire.

Pendant cinq ans j'ai utilisé mes moments de loisir pour traduire "*Shogun*", le roman de James Clavell. Beaucoup de gens m'avaient de-

mandé, incrédules, le pourquoi de cet effort. C'est que dans ce roman il est question du choc de deux civilisations différentes, et un homme a pu vaincre son rival, beaucoup plus puissant que lui-même, parce qu'il sait s'adapter et utiliser à son profit les côtés les plus avantageux de ces deux civilisations. Pour survivre les Cambodgiens doivent s'adapter aux changements. S'adapter pour survivre et en même temps pour se renforcer.

Si les Cambodgiens veulent avoir une place dans le monde civilisé, il faut qu'ils abandonnent cette haine primaire. Et avant tout, il faut que nos politiciens fassent preuve d'un peu plus de sagacité.

Les frontières

Bien sûr qu'il y a des problèmes, mais il y a aussi des gens qui cherchent à politiser ces litiges plutôt que de les résoudre dans un esprit de bon voisinage et suivant des processus diplomatiques. Tant que les discussions diplomatiques continueront, on devra les poursuivre. Sinon on ferait quoi? Lancer notre petite armée pour occuper les terrains?

Il n'y a pas de problèmes pour l'abornement de la frontière avec le Laos. On procède actuellement à des démarcations. Un incident toutefois: l'explosion d'une mine qui a fait deux morts et cinq blessés fin mai.

Laisser travailler les techniciens

Avec le Vietnam, on s'est mis d'accord sur les principes, mais sur le terrain des problèmes restent à résoudre. Il reste des points litigieux, des différences de cartes. Pour l'instant on laisse travailler les comités techniques. Il n'y a pas d'implication gouvernementale car il ne s'agit pas encore de négociations. Et c'est pourquoi il est prématuré de demander des explications détaillées au gouvernement. En plus, il ne faut pas oublier que tous les accords frontaliers devraient avoir l'approbation de l'organe législatif pour être valables. Il faut laisser travailler nos équipes et si un de nos compatriotes veut vraiment aider le pays il pourrait suggérer des conseils

(suite page 2)

KHIEU KANHARITH

Droits de l'Homme,
Frontières, Adoption,
Elections, Procès pp. 1 - 2 - 12

LETTRE de la CFCF

Editorial p. 5
Formation p. 6
ONG p. 7
Infos pratique p. 8

AVANT TOKYO

Banque Mondiale p. 3
Gouvernement p. 4
Phnom Penh : contre l'eau pp. 9 - 10
Livres Claude Hagège p. 11

précis, fournir des bases de données concrètes. Mais ce n'est pas en traînant dans la boue le représentant de son pays. En faisant ça il ne fait que désavantager le pays dans la négociation.

Côté cambodgien, on continue à chercher des documents, des cartes, dans des archives diverses, en France et même jusqu'aux Nations Unies, et on a besoin d'experts. On fera sans doute appel à des experts français. L'idée générale est d'avancer lentement mais sûrement.

Les élections communales

C'est le style du PSR de rejeter la faute sur les autres, un peu comme les Cambodgiens qui ne se posent jamais la question "Pourquoi?" sur leur décadence.

Sam Rainsy prévoit déjà sa sortie

Et c'est pourquoi il tonne déjà sur la violence. C'est une façon pour lui de prévoir sa "sortie", de l'embellir: s'il perd, ce sera à cause de la violence dont il aurait été victime.

La personnalité comptera plus que l'appartenance à un parti

On ne peut pas faire de prévisions pour les élections communales. C'est la première fois qu'elles ont lieu, on n'a pas d'expérience.

Ce qu'on peut dire c'est que la proportionnelle est un bon système; que les petits partis pourront participer aux élections et à la vie communale; que dans ces élections la personnalité des candidats comptera plus que leur appartenance à tel ou tel parti politique. Resteront bien sûr au niveau local les conflits de personnalités...

Il est trop tôt pour faire des prévisions. Il y a encore des changements de liste, toutes ne sont pas encore rendues publiques. Nous voulons éviter des découragements de la part de ceux qui verront que leur nom n'y figure pas.

L'argument du PPC : nous avons les pieds sur terre

Nous faisons un travail en profondeur, à plein temps avec les gens. Notre argument face aux autres partis: nous sommes sur terre. Nous ne par-

KHIEU KANHARITH

lons pas des choses extérieures, de politique générale, mais des questions concrètes; nos candidats ont les pieds sur terre.

En plus nous organisons notre campagne en parfaite symbiose avec nos députés. Là où il y a des candidats pauvres, les députés de cette circonscription les aideront. Nous voulons une coopération étroite entre les candidats aux conseils municipaux et les députés ainsi que les groupes de travail désignés spécifiquement pour chaque région.

Au moins présents dans presque tous les conseils de village

Pour nous, PPC, nous voyons que, si nous ne pouvons pas attendre que tous les maires soient du PPC, du moins nous prévoyons que nous serons présents dans presque tous les conseils de village.

Plutôt la cohésion du parti Que la victoire à tout prix

Nous avons adopté le principe suivant: plutôt que de chercher à vaincre à tout prix en présentant partout comme candidats de nouveaux visages pour remplacer les gens qui ont déjà travaillé longtemps pour le PPC, nous préférons garder les anciens dans la liste (à moins évidemment qu'il s'agisse de grands fautifs). Nous avons choisi de préserver d'abord la cohésion du parti. Nous faisons passer l'unité avant la victoire à tout prix. Si nous perdons, il n'aura pas risque de désintégration du parti.

D'autre part les alliances de 1998 entre le PPC et une vingtaine de petits partis existent toujours. Ces petits partis peuvent faire alliance entre eux, et là où ils n'ont pas de candidats, ils peuvent dire à leurs partisans de voter pour le candidat du PPC. S'ils n'ont pas de candidat pour être chef de village, ils peuvent fournir leur réseau au PPC.

Il est important pour le PPC d'avoir au moins une antenne dans les conseils du village, qui donne un signal juste, qui permette de connaître le véritable sentiment des gens vis à vis du PPC. Actuellement les signaux sont souvent falsifiés.

Nous avons des équipes de sondage grâce auxquelles nous connaissons bien l'état d'esprit des villageois, s'ils supportent ou non le chef du district par exemple. Mais bien qu'avant l'élection générale de 1998 nous avons voulu muter les chefs de district impopulaires qui feraient perdre la voix au PPC, les choses n'étaient pas si simples. C'était difficile de changer les chefs de district à cette époque car il faut la signature des deux ministres de l'intérieur. Et comme l'on dit: "Le malheur des uns fait le bonheur des autres"...

Pour pouvoir faire des sondages approfondis concernant les élections, il faut attendre que les listes des candidats soient définitives.

Quant au financement de ces élections communales, estimé maintenant à 15 millions de dollars, je suis confiant, à plus de 50%, qu'il pourra être trouvé.

Adoptions

La décision politique est prise. La loi est faite. La procédure a été fixée. Il ne reste qu'à fixer le niveau de cotisation - ou contribution - qu'auront à verser les familles adoptantes, c'est l'affaire du ministère des Finances. Il reste aussi à traduire les documents.

Mais dès maintenant il pourrait y avoir un test. Une famille adoptante pourrait contacter le ministère des Affaires Sociales.

Le procès

Le PPC, pour sa part, veut hâter ce procès. Les retards sont le fait des gens qui cherchent à le rapprocher des élections législatives pour l'utiliser à des fins politiques. Si on ne prend pas garde le procès pourrait amener une déstabilisation...

Le PPC souhaite le procès

De même, ce n'est pas juste de dire que, malgré la volonté de Hun Sèn a vouloir hâter le processus, certains éléments dans le PPC seraient responsables du blocage actuel car au Conseil des Ministres c'est Hun Sèn qui commande. Le retard dans le processus en cours est dû plutôt aux mécanismes bureaucratiques que d'une volonté déliée.

(suite page 12)

A PROPOS ...

Conjoncture

Signaux contradictoires venant des transporteurs-transitaires : sur les trois que *cn* a consultés, l'un a fait un très bon premier trimestre mais observe une nette diminution de son activité en avril et mai. Evolution contraire des deux autres : premier trimestre égal ou à peine meilleur que celui de 2000, mais amélioration en mai. Accord toutefois sur le mois de juin : il est

"bon".

Du côté des industries de la Confection (GMAC), qui créent 90 % des exportations du Cambodge, on ne signale pas de baisse de l'activité : les quotas restent les mêmes, il n'y a pas de fermetures d'usines (quelques arrêts provisoires d'activité, mais rien d'exceptionnel). La Confection est sujette à des saisonniers : novembre-décembre (saisons des fêtes), janvier (soldes); et juillet-août. Les transporteurs sont plus expo-

sés à ces variations lorsqu'ils n'ont pas pour les compenser un courant d'importations régulier (produits pharmaceutiques par exemple).

APSARA

Changement soudain à la tête de l'Autorité APSARA : le président-directeur général et ministre d'Etat Vann Molyvann est remplacé par le directeur-général adjoint M. Bun Narith. Cinq directeurs généraux adjoints sont nommés : Ros Bo-

rath, Uk Samet, Seung Kong, Tak Sambon, Pi Tep Hon.

Le Var

Second navire de guerre français après *L' Aconit* en juillet 2000 à séjourner à Sihanoukville en moins d'un an, *Le Var*, navire d'assistance, arrivé le 30 mai, est resté 5 jours. Les officiers ont été reçus par les plus hautes autorités militaires cambodgiennes et une réception leur a été offerte à l'ambassade le 31 mai. (suite p. 4)

Avant la réunion des bailleurs de fonds à Tokyo 12 - 14 juin 2001

Plus que bien d'autres pays, le Cambodge prend au sérieux les réunions du "groupe consultatif" des bailleurs de fonds, et cela leur plait. Alors que bien souvent les Etats concernés envoient un ministre ou un secrétaire d'Etat en simple observateur, le Premier ministre du Cambodge est présent, avec ses collaborateurs, et fait un discours.

Ne pas fixer la barre trop haut

Une autre point favorable au Cambodge : les bailleurs de fonds reconnaissent que l'agenda des réformes que l'on attend du Cambodge est très ambitieux. Il couvre un éventail très large, que même des pays développés auraient du mal à réaliser. La difficulté pour le Cambodge est d'autant plus grande qu'il a peu de ressources humaines, que ses institutions sont encore faibles, que ses infrastructures sont en cours de reconstruction. Les réformes sont compliquées, difficiles à organiser.

Il faut encore tenir compte du fait que le gouvernement, formé le 30 novembre 1998, n'a encore que deux ans et demi : ce n'est pas assez pour qu'on puisse en exiger beaucoup de résultats.

Nous voulons que le gouvernement nous rassure

En sens inverse, les bailleurs de fonds ont besoin d'être rassurés. Ils attendent du gouvernement cambodgien qu'il les convainque de sa volonté de poursuivre les réformes. Ils se rendent compte que l'approche des élections peut fausser la situation, avoir des impacts négatifs.

Ils s'interrogent aussi : n'est-on pas arrivé à un stade où les résistances au changement commencent à être plus fortes ?

La situation au Cambodge évolue, nous devons évoluer aussi, et en particulier approfondir, ren-

1. Le point de vue des bailleurs

B. Mbida-Essama

Représentant permanent
de la Banque Mondiale au Cambodge

forcer le processus de la réforme.

Peut-être avons-nous manqué de réalisme, peut-être avons-nous surestimé le possible. Nous devons mieux apprécier les capacités locales. Réfléchir à nouveau et nous réorganiser nous-mêmes.

Nous devons prendre mieux en compte les capacités d'absorption du gouvernement et l'assister davantage.

Ainsi, les efforts de réorganisation doivent concerner les bailleurs eux-mêmes -et le gouvernement.

Les bailleurs à la recherche de l'harmonie

Quelles sont pour les bailleurs les priorités ? Elles ne sont pas les mêmes pour chacun. Les données macro-économiques, la réforme fiscale, la bonne gouvernance, le système judiciaire, l'environnement, ... Les bailleurs de fonds, multi-latéraux et bi-latéraux se consultent, ils discutent, mais ils ne sont pas d'accord sur tout. Les bailleurs multi-latéraux ont leurs domaines de préférence. Les pays donateurs ont leurs priorités, leur stratégie propre, parfois leurs "domaines réservés". Certains s'expriment beaucoup, d'autres ne disent rien et il faut tenter de les interpréter ...

Favoriser les investissements étrangers directs

Un point sur lequel tout le monde est d'accord : au Cambodge le revenu par tête est très bas, il faut s'efforcer de l'augmenter.

On a jusqu'ici beaucoup travaillé sur la macro-économie, il faut maintenant faire davantage pour attirer les investisse-

ments étrangers directs, qui sont en forte baisse depuis le début de l'année. Pour cela, favoriser les conditions, l'environnement qui peuvent déclencher ces investissements.

Sur quoi peut-on jouer ? Les mesures incitatives qui doivent favoriser les investissements étrangers directs, niveau de l'imposition, délais de grâce, réinvestissement des profits, fiscalité des importations, ... jouent mal leur rôle. Il faut les changer. On observe qu'en pratique un très petit nombre seulement d'investisseurs en ont bénéficié. Les raisons ? Les modalités sont trop compliquées d'une part, et d'autre part le fait que le gouvernement a un droit d'appréciation fait qu'aucun investisseur ne peut aller au bout du processus. Tout cela pour des bénéfices au total faibles.

On a donc demandé au FIAS, organisme d'études spécialisé, neutre, sur financement australien, de faire des propositions. Il a présenté un projet de modification de la loi sur les investissements et sur la fiscalité. Le processus de discussions est en cours. Le FMI et la Banque mondiale dans cette affaire sont neutres, ils ne sont là que des observateurs.

Il faut en tous cas saluer le bon mécanisme de consultation qui existe entre le gouvernement et le secteur privé, avec les 7 groupes de travail.

La démobilisation

C'est un projet qui remonte à 1995, et qui n'a été entrepris que très récemment. Jusqu'ici, on a dépensé 2,5 millions de dollars pour un "projet-pilote" qui est réalisé à environ 85 %. Il est en cours de terminaison. Rien

ne menace le processus. On peut estimer à 45 millions de dollars la somme nécessaire à la démobilisation des 35 000 soldats concernés, au total, par l'opération. Ce qui manque encore, c'est de connaître le niveau précis des engagements promis par les pays donateurs : Suède, Pays Bas, Japon, PAM, Banque mondiale, ... Pour la Banque mondiale, elle s'est engagée pour 15 millions qui pourraient être portés à 16. Une mission est venue en mai, un projet va être présenté pour approbation.

En tous cas, la démobilisation de 15 000 soldats prévue pour 2001, et autant pour 2002, reste très possible.

Tranches

L'assistance de la Banque mondiale, sous forme de "crédits" (plus favorables que les "prêts") est découpée en "tranches" annuelles, dont l'importance est chaque fois décidée en fonction des résultats obtenus par le gouvernement. Pour le Cambodge 3 niveaux possibles ont été retenus : **hypothèse "de base" : 75 millions de dollars par an** (c'est celle qui a été retenue pour la première tranche); **hypothèse maximale : 85 à 100 millions;** et **hypothèse "basse" : 20 millions.**

520 millions de dollars ?

Le Cambodge va demander une aide de 500 millions de dollars pour 3 ans. Il est impossible de prévoir avant la dernière séance du CG, avant que les bailleurs aient rempli et signé le formulaire qui précise leurs promesses, quel sera le montant de l'aide au Cambodge pour les années qui viennent. ■

On verra dans l'interview consacrée au point de vue du gouvernement, exprimé par M. Ngo Hongly (p. 4), que les deux approches, celle des bailleurs et celle du gouvernement, sont très voisines, ce qui justifie un certain optimisme.
C.n.

Avant la réunion des bailleurs de fonds à Tokyo 12 - 14 juin 2001

A l'actif du gouvernement, il me semble que l'on peut citer le courage qu'il a de s'exprimer à Tokyo sur les deux fronts, le politique et l'économique, alors qu'il est encore en période d'après-guerre. Tous les gouvernements n'ont pas ce courage, cette audace, et les bailleurs de fonds pourraient lui donner là un coup de chapeau. Cette audace, ce n'est pas de l'aventure. **Le gouvernement a une vision claire**, qui a été répétée par le Premier ministre et les membres du gouvernement. Il a un programme, qui a été voté en novembre 1998 par le parlement.

Si on lui reproche de n'avoir pas encore réalisé ce programme, il peut faire observer que le gouvernement n'a que deux ans et demi, et qu'il manque de moyens humains et financiers.

Pourtant le gouvernement peut prouver son sérieux. Les progrès sont évidents. Il y a quelques années, il y avait des fusils et des revolvers partout. Maintenant **la sécurité est là** : on l'a bien vu lors du Nouvel An khmer, ces très grandes foules se sont déplacées dans tout le pays en toute sécurité. Il est possible qu'il y ait au Cambodge plus de sécurité qu'à Paris même !

Bien sûr sur l'état de droit il reste à dire. Mais la comparaison avec certains pays de la région, comme la Birmanie, ne seraient pas défavorable au Cambodge. Nous avons un Parlement, un Conseil constitutionnel, un Conseil Suprême de la Magistrature, des ONG [environ 200 étrangères et environ 800 cambodgiennes, ndlr].

On peut comprendre la frustration des bailleurs de fonds

A PROPOS ...

Golfe de Thaïlande

Un accord de principe (MOU) a été signé le 4 juin entre la Thaïlande et le Cambodge portant sur la non-exploration pétrolière des eaux maritimes contestées par les deux pays tant qu'un accord n'aura pas été conclu sur la répartition des découvertes éventuelles. Ces zones contestées sont les plus prometteuses (cn 127). Il est techniquement possible de forer dans ces zones contes-

2. Le point de vue du gouvernement

M. Ngo Hongly

Conseiller de S.E. Sum Manith, Secrétaire d'Etat, chargé des réformes de l'Etat

Ils voudraient que tout aille plus vite. Mais on ne va pas aussi vite avec une 2 CV qu'avec une Mercedes. Le gouvernement est un enfant de 3 ans, on ne peut pas lui demander de sprint. Les donateurs doivent comprendre que nous manquons de ressources humaines et financières. Au Cambodge, la volonté politique ne suffit pas !

On peut cependant faire observer que **de 1993 à 1998, plus de 4000 lois décrets et sous-décrets ont été adoptés** (compte non tenu des nominations etc ...).

Il faudrait aussi que les bailleurs de fonds clarifient leur propre politique. Souvent ils raisonnent selon leurs propres objectifs, selon leur stratégie propre, selon la "donorship".

Nous avons notre propre vision, qui n'est pas toujours celle des bailleurs de fonds, nos priorités qui ne sont pas toujours les leurs. **Nous avons un plan à cinq ans, un plan à 15 ans : c'est cela qu'il faut assister.**

Les grandes réformes en cours

La réforme administrative Un point sur lequel tout le monde est d'accord : les fonctionnaires ne sont pas assez payés. Comment les augmenter ?

Depuis 2 ans, on travaille à définir une politique administrative à long terme. Nous avons maintenant **un plan qui prend en compte les**

tées à partir de navires de forage situées dans les eaux nationales.

précisions

L'article de politique internationale "Les dits et les non-dits des bailleurs de fonds", de même que le compte-rendu du livre de Norodom Sihanouk "Souvenirs Doux et Amers" (cn 155) ne sont pas anonymes, mais du rédacteur en chef de *Cambodge Nouveau*, comme tous les articles non signés de c.n.

effectifs et les salaires jusqu' en 2006. Il sera rendu public après Tokyo.

La réforme ne consiste pas à diminuer les effectifs. Avec 163 000 fonctionnaires pour environ 13 millions d'habitants, ils ne sont nullement pléthoriques. Parmi les pays de la région, avec un taux de 1,2 ou 1,3 le Cambodge est l'un de ceux où le rapport nombre de fonctionnaires / nombre d'habitants est le plus faible (Singapour 2,5, ...). **Les effectifs de la fonction publique seront maintenus jusqu' en 2006**, avec naturellement des sorties et des entrées.

L'augmentation des salaires concernera surtout les fonctionnaires ruraux (60 % de l'ensemble), auxquels on assurera des conditions de vie minimales. La réforme sera financée dans le cadre du budget national.

Pour mener à bien la réforme administrative, il faut d'abord un recensement. 180 personnes y ont travaillé. On le termine.

L'opération a comporté plusieurs réalisations : 1. une salle d'archives; 2. les dossiers individuels centralisés des 163 000 fonctionnaires; 3. le stock des bases de données permettant de réaliser des graphiques de toutes les évolutions; 4. L'informatisation des fiches de paye; 5. La base de données va permettre la gestion informatisée des fonctionnaires; 6. L'identification de 8000 cas "irréguliers", qui permet d'économiser 1,2 million de dollars par an. 7. chaque fonctionnaire recevra une carte magnétique qui permettra la paie et son contrôle; ... Tout cela est enregistré sur CD-ROM, il n'y aura plus de tricherie possible.

Tout cela pour moins de 1 million de dollars, un projet entièrement khmer financé par un crédit de la banque.

Avec ces réformes, nous réalisons en somme les fondations d'une maison, pour le

long terme. Le public ne s'en rend pas compte parce que les résultats ne sont pas encore visibles. C'est un peu comme le canard : on ne voit pas que s'il avance, c'est que sous l'eau il travaille avec ses pattes.

La réforme fiscale

On a fait beaucoup d'efforts, avec notamment la Banque Mondiale. On est en pleine discussion sur la loi d'investissements.

La loi foncière

C'est une loi très importante. Les donateurs ont dit à ce sujet qu'il faut aller vite; et en même temps qu'il faut une "approche participative", qu'il faut consulter notamment les ONG. Le texte est en cours de discussion.

Le procès

On a fait beaucoup d'efforts pour trouver un accord avec l'ONU. On peut estimer qu'on y est parvenu. Maintenant, il faut dépasser les passions et s'interroger sur les priorités. Le procès, la création d'un tribunal, c'est bien loin de la lutte contre la pauvreté. Il faut penser aussi à la stabilité. Il y a là encore "donorship" : on nous tire dans tous les sens ...

La démobilisation

Des efforts énormes ont été faits. La phase-pilote est bien avancée [pour la suite voir l'interview de M. Mbida-Esama dans ce n°].

Trop de réformes ?

Le gouvernement a réalisé la paix et la stabilité. Il a une vision à long terme; il a un plan; il démontre sa volonté de le réaliser.

Il est vrai que certains secteur avancement plus vite que d'autres. Mais il est clair que nous sommes sur la bonne voie.

Les bailleurs de fonds voudraient que le Cambodge devienne la référence. Mais certains mettent parfois leurs attentes trop haut.

Peut-être a-t-on voulu lancer trop de réformes à la fois : **décentralisation, réforme foncière, réforme fiscale, réforme administrative, démobilisation, gestion de la forêt, des pêches, l'AFTA et ses contraintes...** tout cela avec la démocratie et la liberté, c'est beaucoup. ■



Lettre d'Information de la CCFC

Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne

149 / 151 rue 110, 1er étage
Phnom Penh, Royaume du Cambodge
Tel : + (855) 12 801 950
Fax : + (855) 23 216 723
E-mail : ccfc@bigpond.com.kh

1/16 juin 2001

Editorial

Il nous a été demandé au travers d'une enquête d'opinion d'exprimer ce que nous voulions faire de cette toute nouvelle Chambre de Commerce franco-cambodgienne. Effectivement, la question se pose : que nous apporte-t-elle de plus que l'International Business Club, les groupes de travail sectoriels, ou l'Union des Français de l'Etranger ?

Nous sommes une association d'entreprises françaises et francophones au Cambodge, et nous croyons que la réunion de nos efforts, de nos idées, de nos réflexions, bénéficiera à chacun de nous, et au succès de nos entreprises. Ceci demande une petite mobilisation de notre part, au minimum de répondre aux questionnaires, et au mieux de participer aux différents comités.

Nous avons la chance de pouvoir légitimement nous associer voire nous approprier l'image positive de l'industrie française. Profitons-en. Notre leadership dans le secteur du tourisme (services, restauration, hôtellerie), notre dynamisme dans les hautes technologies (transport, énergie, télécommunications), sont autant de messages que nous devons communiquer et proposer à valoriser notre petite activité quotidienne. ■

P. ROSE

Sommaire :

| | |
|-----------------------------------|---|
| Editorial de la CCFC | 5 |
| Réunion du 24 mai 2001 de la CCFC | 5 |
| Formation : l'Université Norton | 6 |
| ONG : Friends, changer la vie | 7 |
| Infos Pratiques | 8 |

Réunion du 24 mai 2001 de la CCFC

Il y a quelques jours de cela, a eu lieu la première réunion du nouveau bureau, élu fin avril ; cette réunion ouvrait donc l'exercice 2001/2002.

Un questionnaire a été distribué à l'ensemble des membres afin de déterminer les souhaits de chacun quant à l'évolution de la Chambre de Commerce.

D'autre part, Dominique Catry, Président, a rappelé que la structure permanente de la CCFC serait renforcée. En effet, à partir de juin 2001, la permanence sera ouverte tous les matins de 9h à 13h. Dans un futur proche, une personne sera embauchée à temps plein pour seconder Stéphanie Carez, secrétaire de la CCFC. Une fois cette embauche réalisée, la permanence sera ouverte toute la journée.

Le taux des cotisations reste inchangé par rapport au barème de l'année dernière soit : 200\$ pour les membres individuels, 350\$ pour les PME/PMI, 600\$ pour les multinationales, institutions et sociétés de plus de 500 employés. Les cotisations sont à régler avant le 30 juin 2001.

appel aux volontaires Il y a eu un appel aux volontaires pour faire partie des commissions (cf CN155) : pour les membres qui n'étaient pas présents à la réunion il est encore possible de vous greffer à l'une de ces commissions. Il vous suffit pour cela de contacter la CCFC.

Un compte rendu rapide a été fait par MM. Patrick Lepenven et Michel Connen sur la «*Réaction du secteur privé à la proposition de la FIAS*». Cette présentation est disponible à la CCFC. Dans les grandes lignes, voici ce qui en ressort : le Cambodge est confronté à un manque de ressources pour le gouvernement et à des investissements (IDE) très faibles. La FIAS, qui dépend du FMI et de la Banque Mondiale, a été chargée d'apporter des solutions à ces deux problèmes. Le 8 mai dernier a eu lieu une réunion avec les ambassadeurs pour discuter du rapport de la FIAS, réunion qui a mis en avant l'attentisme et l'immobilisme du côté du gouvernement. Les conséquences des propositions de la FIAS sont multiples : cela va notamment augmenter le coût des investissements, faire fuir les investisseurs existants et le Cambodge va rester dépendant des dons plutôt que d'avoir une économie conduite par le secteur privé. Les défis imposés au Cambodge sont nombreux : manque d'infrastructure, coût important de l'énergie et des communications, manque de visibilité et de structure légale, problème de la propriété, coûts cachés, productivité basse... Le secteur privé a de vraies propositions : réforme de la loi sur les Investissements pour assurer transparence et efficacité, et surtout élargissement de l'assiette fiscale pour augmenter les ressources de l'état.

La prochaine réunion aura lieu le 21 juin à midi au Cambodiana. ■

M. LÉLU





Lettre d'Information de la CCFC

Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne

149 / 151 rue 110, 1er étage

Phnom Penh, Royaume du Cambodge

Tel : + (855) 12 801 950

Fax : + (855) 23 216 723

E-mail : ccfc@bigpond.com.kh

1/16 juin 2001

FORMATION:

Norton University décolle

Un entretien avec Mr. **Laurent TE**,
Vice-Recteur.

Lorsque Norton University fut créé en 1996, les fondateurs ne s'attendaient certainement pas à ce que leur école grandisse aussi rapidement. De 952 élèves et 5 (+1) filières enseignées à l'époque, Norton est passé à 9 filières et 3619 élèves pour l'année scolaire 2000/2001 (et seulement 22% de filles). (cf infra)

MAIS CETTE augmentation du nombre des élèves peut s'expliquer par la faiblesse de la sélection à l'entrée : la seule contrainte est d'avoir le baccalauréat pour passer les tests d'entrée et il faut savoir que 80% des candidats sont reçus. Mais cette faible sélectivité à l'entrée est compensée par un écrémage important au cours des quatre années que dure la formation : ainsi, moins de 50% des étudiants de 1ère année obtiennent leur diplôme et selon notre interlocuteur, 80% des diplômés trouvent un emploi à la sortie de l'université pour un salaire compris entre \$150 et jusqu'à \$400 ; il faut noter que certains sont employés par Norton, et font donc partie des 200 professeurs que compte l'établissement, dont 75% de

**une sélectivité faible,
mais des résultats
probants à la sortie**

Cambodgiens, qui sont payés entre \$10 et \$20 par heure, ce qui assure "un enseignement motivé et de qualité".

L'UNIVERSITE NORTON prépare au Bachelor Degree, c'est-à-dire l'équivalent d'une maîtrise en France. L'année d'études coûte \$500 par an, ce qui explique que les étudiants de Norton soient issus des classes moyennes et aisées, mais pas des classes les plus aisées, car Laurent TE nous explique que "les familles les plus riches envoient leurs enfants à l'étranger".

Même si l'université est privée, le diplôme de Norton est reconnu par l'Etat. Après le Bachelor Degree, les étudiants ont la possibilité de faire un MBA ou un Master (cf infra). La 4ème année est divisée en deux parties, avec un semestre consacré à un stage, qui débouche parfois sur une embauche.

MAIS A QUOI est dû le succès de Norton University, dans la mesure où de très nombreux étudiants cherchent à intégrer ce type d'école? La réponse nous est donnée par Laurent TE : "Chaque année, il y a 20 000 nouveaux bacheliers au Cambodge. Or, l'université d'Etat (l'Université Royale en fait) ne prend que 20% de ces bacheliers, les autres doivent aller ailleurs. La demande est donc forte pour des établissements comme Norton.". C'est finalement la preuve que même dans le domaine de l'éducation, le privé doit suppléer à la faiblesse du public. ■

L'environnement bouge, les programmes aussi!

EN 1996, l'université Norton offrait le choix de six filières à ses étudiants : Commerce, Droit, Sciences Economiques, Informatique, Anglais et "Business-Computer". Cette dernière "Faculté" s'est arrêtée 3 ans plus tard, faute d'étudiants. En 1997, s'ouvre une nouvelle discipline, Tourisme-Hôtellerie. Enfin, pour l'année scolaire 2000/01, trois nouvelles Facultés sont apparues : Architecture, Ingénierie Civile, Ingénierie Electronique et Electrique. Après l'obtention de leur diplôme, les étudiants

ont la possibilité de continuer par un MBA en 2 ans (mais qui n'est pas reconnu par l'Etat), uniquement en anglais, en coopération avec une université aux Philippines, ou un Master.

Pas de Français au programme

AUJOURD'HUI, les principales filières demandées par les étudiants, sont le Commerce, l'Anglais et surtout l'Informatique, et dans une moindre mesure les Sciences Economiques. En revanche, le Droit stagne et l'Hôtellerie/Tourisme a (étrangement) du mal à décoller; cela reflète globalement l'évolution de l'économie. A noter que Norton ne prévoit pas l'enseignement du Français. ■





Lettre d'Information de la CCFC

Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne

149 / 151 rue 110, 1er étage
Phnom Penh, Royaume du Cambodge
Tel : + (855) 12 801 950
Fax : + (855) 23 216 723
E-mail : ccfc@bigpond.com.kh

ONG:

FRIENDS

1/16 juin 2001

Nous commençons un cycle « ONG » vues à travers les affaires : des ONG qui essayent de réduire leur dépendance en développant leurs ressources propres.

Tournée vers l'avenir

L'association Friends est une ONG cambodgienne, créé en 1994, après accords avec le Ministère français des Affaires Sociales. Son objectif est la réintégration sociale des enfants de la rue. Il s'agit d'une re-socialisation passant par l'apprentissage d'un métier et le placement professionnel, par la réinsertion dans les écoles publiques, par la famille et la culture khmère.

L'ASSOCIATION s'est mise en place grâce aux fonds personnels du fondateur, Sébastien Marot. Ensuite des donateurs ont commencé à financer des projets précis. Aujourd'hui, les principaux donateurs sont : AUSAID, les Nations-Unies par l'intermédiaire de l'UNICEF, le FUNAP, le PAM, la Communauté Européenne, le Fhi-impact (USAID), le CCFD. Le budget de Friends a atteint l'an dernier \$600 000. Le responsable de l'association, Sébastien Marot, essaye de réduire la dépendance financière vis-à-vis des donateurs, et ce en développant des ressources propres. Chaque département du centre de formation dispose de son unité de production (par exemple, l'unité de production de la formation "cuisine" est

**Objectif : 20%
d'auto-financement
d'ici 1 à 2 ans**

le restaurant qui vient d'ouvrir). Ces derniers peuvent générer de l'argent. Cependant, Sébastien Marot précise qu'il est impératif de ne pas confondre la formation de mineurs et le travail des enfants. 40% de ce que gagne un jeune en formation lui est reversé, le reste va à l'association. Il existe en outre une unité de production composée d'anciens jeunes formés. Ces jeunes récupèrent 60% de ce qu'ils gagnent. Sur d'autres fonds propres, tels que les dons de particuliers, l'association peut débiter des projets, ceci en vue d'attirer d'autres donateurs «long terme» mais avec le risque financier que ces donateurs institutionnels ne répondent pas présents. En outre, l'association fait évoluer ses formations par rapport à l'environnement économique. Ainsi, Friends a abandonné le tissage pour la mécanique, secteur beaucoup plus porteur.

POUR L'INSTANT, les ressources propres sont négligeables, mais d'ici un an ou deux, l'association a pour objectif que les ressources propres atteignent 20% du coût du centre de formation (c'est-à-dire 20% de \$100 000). La force et le handicap de Friends réside dans le fait que l'association n'a pour cible que le marché cambodgien (sauf en ce qui concerne le restaurant). Friends veut donc développer son marketing, ainsi que les relations avec les entreprises sous la forme de sous-traitance. Au final, Friends cherche à développer son autonomie financière par rapport aux donateurs extérieurs, cette politique rassurant ces derniers, ce qui les encourage donc à continuer d'aider Friends. C'est ce qu'on appelle un cercle vertueux...

■
FRIENDS : 023 720 446

Changer la vie...

FRIENDS s'occupe de 1600 enfants par jour, dont 200 enfants en formation. En effet, Friends a mis en place dix centres dont un centre de formation autour de métiers tels que : la mécanique (moto), l'esthétique (salon de coiffure, manucure...), couture, cuisine, soudure, maçonnerie, électricité, électronique... Ce centre de formation est en évolution et en en croissance continue. Le temps de formation varie suivant les enfants, et celle-ci est validée en fin de cycle par un diplôme reconnu par l'Etat.

LE RECRUTEMENT des enfants se fait sur la base du volontariat, avec une première équipe de 13 personnes qui va à la rencontre des enfants dans la rue et une deuxième

équipe de 20 personnes qui démarchent dans les "squats". Les enfants en formation doivent avoir au minimum 14 ans (âge légal), mais Friends préfère commencer à partir de 16 ans environ. L'association dispose d'un centre d'accueil, mais elle encourage un maximum d'enfants à rentrer dormir chez eux dans la mesure du possible, ce qui permet de ne pas couper les liens familiaux.

A LA FIN DE LA FORMATION, un bureau de placement a la tâche de trouver (ou d'aider à trouver) un travail aux enfants, qui repartent chacun avec le nécessaire pour s'installer en plus à leur compte (ainsi un jeune formé en couture repartira avec une machine à coudre, ce qui lui évite ainsi de débiter endetté). Ce bureau composé de 10 personnes assure le suivi des jeunes sur Phnom Penh et la province. En tout, Friends emploie 120 personnes, tous cambodgiens, excepté 3 expatriés.





Lettre d'Information de la CCFC

Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne

149 / 151 rue 110, 1er étage

Phnom Penh, Royaume du Cambodge

Tel : + (855) 12 801 950

Fax : + (855) 23 216 723

E-mail : ccfc@bigpond.com.kh

1/16 juin 2001

INFOS PRATIQUES:

COMMENT ENREGISTRER VOTRE ENTREPRISE

L'enregistrement d'une société au Cambodge se fait en quatre grandes étapes, la procédure dans son ensemble pouvant prendre plus de six mois.

La première étape consiste en l'inscription et l'inspection de l'entreprise, et se déroule au Ministère du Travail et des Affaires Sociales. Tout d'abord, il s'agit de déclarer l'ouverture de la compagnie, puis de fournir le registre des salaires et la liste du personnel, le règlement intérieur de la société, d'élire un délégué du personnel, d'avoir le Code du Travail, le carnet de travail de chaque salarié, d'indiquer les congés et congés-maternité. Cette partie de l'enregistrement coûte \$700.

La deuxième étape est une visite médicale pour les employés, qui revient à \$15 pour les étrangers et \$2,7 pour les Cambodgiens.

La troisième étape est de remplir "un formulaire de demande d'emploi". Pour les Khmers, il suffit de fournir une copie de la carte d'identité, deux photos d'identité et \$0,8. Pour les étrangers, deux photos, le passeport, le contrat et le certificat de travail en khmer. *(suite à droite)*

la copie de l'inscription de la société, la notification des départs et des arrivés dans l'entreprise et \$15 sont nécessaires.

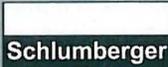
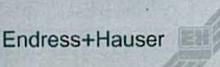
Après, il s'agit que tous les employés étrangers payent leur taxe annuelle qui s'élève à \$100 par tête, au Bureau des Etrangers. C'est la quatrième et dernière étape.

Il faut enfin attendre tous les documents de la part du Ministère, ce qui prend un mois à partir de la fin de la procédure décrite ci-dessus. ■

La ville qui recevra les JO 2008 sera choisie le 13 juillet prochain à Moscou. **Paris** a besoin du soutien de tous.

La Lettre de la CCFC, qui paraît maintenant depuis six numéros, a été réalisée dans sa quasi-totalité par Mathieu Lélou, stagiaire non-rémunéré pour quelques mois à Cambodge Nouveau. Il regagne aujourd'hui la France, laissant orpheline la Lettre d'Information. En attendant un nouveau responsable, cette Lettre pourrait paraître plus irrégulièrement. Il appartient aux membres de la Chambre de Commerce d'exprimer leurs souhaits au sujet de cette lettre et de l'effort, y compris financier, qu'ils sont prêts à lui consacrer. Cambodge Nouveau et la CCFC adressent leur chaleureux remerciement à Mathieu Lélou et lui souhaitent bonne chance pour la suite de son itinéraire. **CN** ■

Pages réalisées par Mathieu Lélou, avec la collaboration de Stéphanie Carez.

| | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|
|  | COMIN KHMERE | Design · Supply · Installation · Maintenance | | | |
| Air-Conditioning |  |  |  |  | |
| Refrigeration | air conditioning | refrigeration | generator | electrical | |
| Generating Sets | | | | | |
| Electrical (HV to LV) |  |  |  |  | |
| Water Supply | power & water meter | measurement automation | valves | water, wastewater treatment | |
| N°48 Street 214 · Tel: 023 426 056, 212 514, 217 003 · Fax: 023 426 622 · E-Mail: ckadmin@comin.com.kh | | | | |  |



Phnom Penh : la lutte contre l'eau

Entretiens avec Nong Kunthara, département Travaux publics et Transports de la Municipalité et N. Mouy, chef de projet, Bureau des Affaires Urbaines de la Municipalité

1. Le drainage

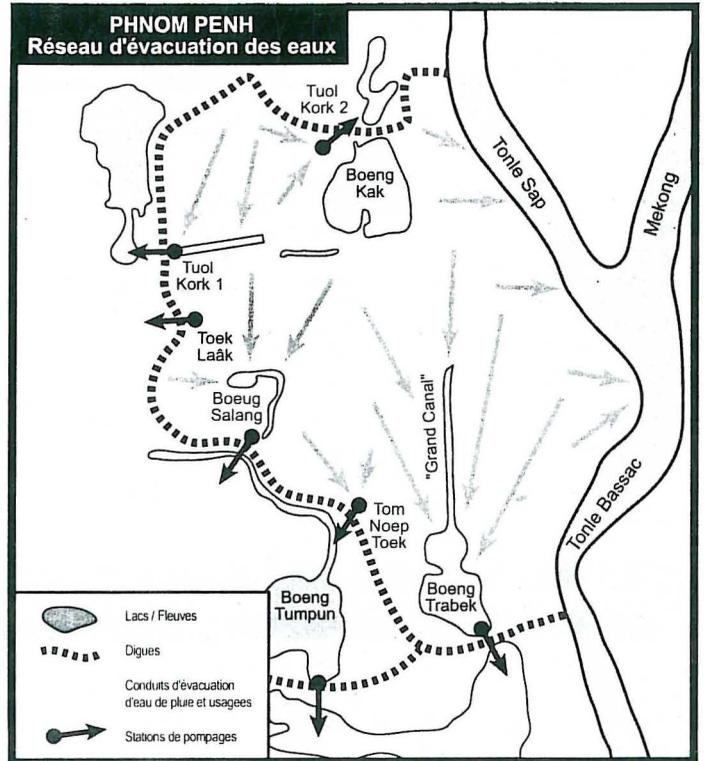
Dans l'état actuel du réseau, nous ne sommes pas en mesure d'éviter les inondations dans la ville" reconnaît M. Nong Kunthara. Mais la ville sera "hors d'eau" dans la proportion de 80 % en 2003, lorsque les travaux en cours auront été terminés.

Le réseau de drainage, eaux de pluies et eaux usées ensemble (système dit "unitaire"), construit jadis par les français, compte 6 km de canalisations de 1,50 m, 10 km de canalisations de 80 cm à 1 m : ce réseau primaire est encore utilisable. Pour le réseau secondaire, de grandes sections sont bonnes; il faudra "chemiser" ou remplacer certaines autres : en gros 40 % du réseau sont à refaire. Il faudra aussi l'étendre aux nouveaux quartiers de Phnom Penh

Travaux en cours

Le principe du drainage de Phnom Penh consiste à conduire l'eau, selon quatre "bassins-versants", jusqu'à des lacs-réservoirs où elle se décante et se purifie sous l'action du soleil et de la végétation (lagunage). Les deux beng principaux sont le beng Trabek et le beng Tumpun. De là l'eau est pompée vers l'extérieur de la ville. La réhabilitation de ce système a commencé.

L'un des principales réalisations en cours consiste à élargir et bétonner le "grand canal", dont la partie principale longe le bd Monivong (côté ouest). Il conduit les eaux venant de l'est du bd. Norodom, à la hauteur du palais royal d'une part, et d'autre part celles du sud du stade olympique qui le rejoignent par des conduites souterraines (toul Sen), jusqu'au beng Trabek. Le "grand ca-



Un petit chèque vaut mieux qu'un grand choc !

Monsieur Rath Yumeng Chef Comptable de la banque ACLEDA
Couvert par une police Automobile chez Indochine Insurance.

Monsieur Rath Yumeng est bien trop occupé pour s'occuper des ennuis qui surviendraient au cas où lui-même ou ses employés étaient victimes d'un accident de la circulation. Toute sa flotte automobile est couverte auprès d'Indochine Insurance. En cas de problème, tout ce qu'il doit faire, c'est appeler le numéro d'urgence, 24 heures sur 24.

Il sait également que sa police d'assurance est à la fois légale et fiable : souscrite auprès de la Compagnie Nationale d'Assurance du Cambodge, elle est réassurée par le Sonnichsen Scandinavia Group. Ce n'est pas le cas d'autres polices disponibles sur le marché...

Les garanties de base couvrent votre responsabilité auprès des tiers et des passagers. Elles peuvent être étendues aux dommages subis par votre véhicule ainsi qu'à son vol. Grâce aux "combo-packages", vous accédez aux conditions "tous risques" au meilleur prix.

Garanties et primes sont disponibles sur www.indochine.net

No Problem Insurance Park
55, rue 178, Phnom Penh
Telephone: (855) (023) 210 701, 210 761
Facsimile: (855) (023) 210 501
E-mail: insurance@indochine.com.kh
Internet: www.indochine.net

indochine
INSURANCE
Le Choix est CLAIR.

rejoignez-nous @ www.indochine.net

nal" mesure par endroits 8 m de large et son débit atteint en pointe 73 m³/s. La municipalité consacre 6 millions de dollars à sa réhabilitation. Il sera terminé en 2003.

Pour le beng Trabek, qui reçoit les deux tiers des eaux de Phnom Penh, il est saturé, il ne joue plus son rôle de stockage, de dilution et de lagunage. Il mesurait 60 ha en 180, il n'en a plus que 35. Il faudra en fixer le périmètre, arrêter la spéculation, construire des berges. Pour évacuer vers l'extérieur l'eau du beng Trabek, une nouvelle station de pompage est en construction, qui doublera la capacité de celle qui existe. Le coût, 6 millions de dollars, est financé par un emprunt de la Municipalité à la BAD, et un don de la Norvège.

Un autre importante réalisation en cours, sur financement japonais : la canalisation et l'élargissement du stung Meanchey qui alimente le beng Tumpun. Pour évacuer l'eau de ce beng Tumpun une nouvelle station de pompage va être construite à côté de l'ancienne toujours sur financement japonais, De grande surfaces de ter-

rains actuellement inondées vont de ce fait se trouver récupérables, observe N. Mouy. Il faudra prévoir un bassin de rétention nettement délimité, avec des berges; peut-être consacrer une partie des terrains aux squatters; aménager la nouvelle décharge déjà décidée mais non encore réalisée. Le financement de ce nouveau quartier pourrait être assuré, tout ou partie, par la vente des déblais, qui sont très recherchés, et par la vente des terrains ...

Un drainage séparé ?

Le réseau de drainage de Phnom Penh est "unitaire", c'est à dire qu'il évacue ensemble les eaux de pluie et les eaux usées.

Un projet-pilote à l'étude pour un quartier de Toul Kork (au sud-ouest de l'antenne) avec la Water Supply Authority, financé par la Banque mondiale (2 ou 3 millions de dollars), envisage deux systèmes séparés : sans modifier les canalisations existant dans les maisons, on construira pour les eaux usées un réseau spécifique aboutissant à une unité de traitement. Les ha-

(suite page 10)

Phnom Penh : la lutte contre l'eau

bitants auront sans doute à payer une redevance. Si les résultats sont positifs, on étendra le système au reste de l'agglomération. Le test doit avoir lieu en 2002.

La pertinence d'un tel système reste à démontrer. Il serait extrêmement coûteux de l'étendre à l'ensemble de la ville, observe M. Nong Kounthara, parce que les eaux usées demandent une pente beaucoup plus forte que les eaux de pluies et les eaux mêlées : dans le système actuel, la pente naturelle, 1 pour 1000 suffit. Mais pour les eaux usées il faut une pente de 20 ou 30 pour 1000, c'est à dire une multitude de pompes de relevage, et bien sûr des unités de traitement. Le système unitaire n'est nullement dépassé. A Paris par exemple, où les eaux de drainage et les eaux usées sont conduites ensemble aux unités de traitement, il fonctionne parfaitement.

Gestion et outils de décision
Les travaux en cours de réalisation

sont issus des études menées depuis 1995 par le Bureau des Affaires Urbaines de la Municipalité avec l'assistance de la Ville de Paris. Elles avaient notamment permis de réaliser un "modèle mathématique" et un programme d'action prioritaires en 20 points : 5 de ces points sont maintenant financés.

Le nouveau programme d'assistance financé par le gouvernement français vise à : - aider à la définition d'une politique durable de gestion (tarifs, ...) - et fournir à la Municipalité des outils d'aide à la décision. Le logiciel du modèle mathématique du réseau d'assainissement, qui permet de faire des simulations, vient d'être transmis au BAU.

2. Les digues contre l'eau

Protéger Phnom Penh des inondations venues de l'extérieur de l'agglomération, la mettre "hors d'eau" c'est

maintenir les digues en bon état, et assurer leur cohérence. Cette nécessité est apparue comme particulièrement urgente cette année, où les crues ont atteint un niveau inconnu depuis 40 ans au moins.

La grande digue de Kop Srov, 9 km de long, qui va de la RN5 à l'embranchement des RN 3 et 4 à l'ouest de Pochentong retient, au nord de la ville, une énorme étendue d'eau, un lac directement alimenté par le Tonle Sap lors des grandes crues et dont le niveau est alors plus élevé que celui de la ville. Lors des dernières inondations l'eau est arrivée au ras des digues.

Cette digue de Kop Srov, assez mal construite, est en mauvais état : il y a des "renards", elle est creusée, par endroits elle menace de céder. Lors des grandes crues, on a colmaté comme on a pu, avec des moyens lourds. Le ministre des Ressources en Eau qui a la responsabilité de l'entretien, a campé sur place...

Voilà des années que l'on prévoit sa réhabilitation. La JICA japonaise avait donné son accord pour la financer. Mais cette année on s'oriente vers un prêt de l'ADB qui intègre ces travaux dans le programme de construction d'une rocade pour contourner Phnom Penh (cn 136).

La première phase en tous cas consiste à reloger les 4 à 500 familles qui se sont installées là. On compte 5 mois pour y parvenir. L'UNDP participe à l'opération, mais en fait le financement n'est pas encore trouvé.

Il faudra au total 3 ans pour que cette digue soit réhabilitée et transformée en rocade.

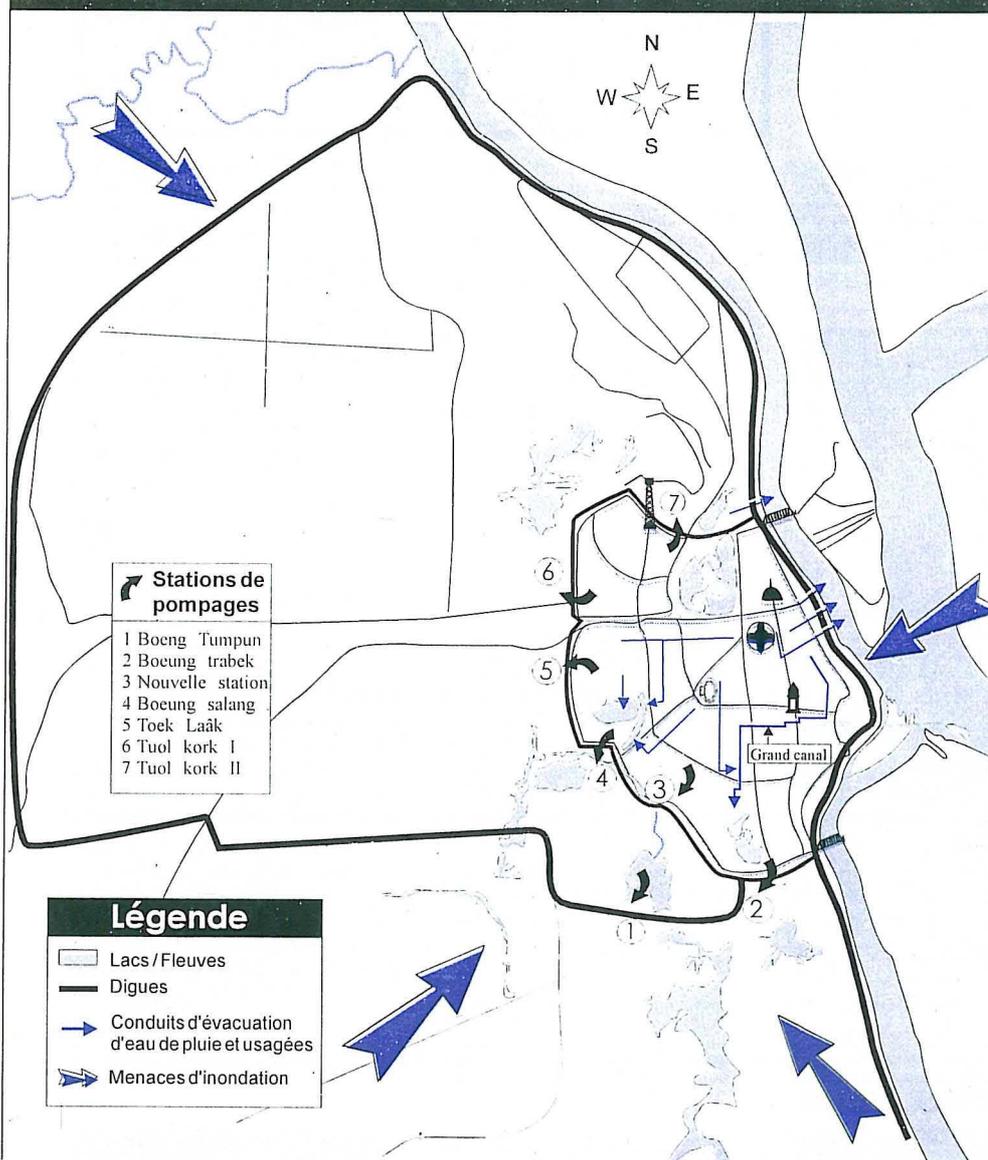
Seconde opération : **les routes-digues qui vont du pont japonais au pont Monivong** (route 70 à route 271, cn 153) en contournant toute la ville par l'ouest : nous la réalisons sur le budget national, nous dit M. Nong Kounthara, et elle sera recouverte d'une surface en béton. Ces travaux doivent être terminés en janvier 2002.

Lorsque ces deux séries de travaux auront été exécutés, alors la ville de Phnom Penh sera vraiment "hors d'eau". Des travaux resteront à réaliser, (vannes pour l'évacuation dans le Tonle Sap par exemple) mais il n'y aura plus de péril.

Il faut ajouter un troisième grand projet : la JICA prévoit de **reconstruire la digue de Toul Tumpun**, au sud de la route-digue 271. Là aussi la première phase consiste à bien limiter les empiètements des habitations. Cette première opération faite, il faudra 2 ans de travaux. Le coût sera d'environ 20 millions de dollars. Les études sont en cours.

C'est sur cette digue que la JICA prévoit de construire une seconde station de pompage à côté de la première, qui est très ancienne, ce qui rendra utilisables de grandes surfaces de terrain.

Les problèmes de l'eau à Phnom Penh





LIVRES

CAMBODGE NOUVEAU



HALTE A LA MORT DES LANGUES

par Claude Hagège

Chaque année, il meurt dans le monde environ 25 langues. Si rien ne change, sur les 5000 qui existent, la moitié auront disparu, et peut-être davantage, à la fin du siècle. Toutes les langues sont menacées, y compris le français ! tel est le constat de Claude Hagège, professeur au Collège de France, dont certains livres ("L'Homme de Paroles", "Le français et les Siècles", ...) et les interventions télévisées ont fait un tabac. Son message, soulignons-le d'entrée, n'est pas uniquement mélancolique : il nous dit aussi, preuves à l'appui, que la mort des langues n'est pas toujours un anéantissement définitif, que "certaines renaissent, si on sait les promouvoir".

Pourtant, dans l'ensemble, le bilan est funèbre. Dans les champs élysées des civilisations disparues, les langues mortes se ramassent à la pelle. Qui se souvient du gaulois ? Du léponique ? Du lusitanien ? Où est passé l'aquitain ? Où est passé le gotique, langue des Burgondes, des Vandales et des Lombards, qui firent trembler Rome, l'Italie du Nord, la Gaule, l'Espagne et l'Afrique ? Que sait-on de l'etrusque ? Que reste-t-il des langues celtiques ? Peu de chose.

Disparus le polabe, le slovénice, le vieux prussien,

comme déjà aux temps jadis avaient été précipités dans l'oubli le macédonien "dont il ne reste que les gloses d'Hésychius (et bien entendu les mentions qu'en font Hérodote, Tite Live, Quinte Curce)",... Disparus en des temps immémoriaux le pelage, le thrace, le phrygien, l'illyrien... Tombés dans la nuit des temps, enfouis sous les sables le sumérien, l'akkadien, l'ougartique, le libyque -ancêtre des parlers berbères-, le cananéen, le moabite, le phénicien, le hittite, le tokharien et ses dialectes découverts dans le Turkestan chinois... Naufragés, engloutis le vénète, le messarien, le lydien, le palaite (proche parent du louvite et du lycien) épaves à jamais envasées... où sont-elles, où, vierge souveraine, mais où sont les langues d'antan ?

Pour les sauver de la nuit froide de l'oubli, devrait-on leur construire un mausolée et en réciter la liste comme une litanie lors d'une journée consacrée aux langues mortes ? Créer un cercle des langues disparues ? Il y a mieux à faire.

Et d'abord reconnaître qu'"il y a bien des façons pour une langue d'être morte". Certaines langues très anciennes perdurent dans des états intermédiaires : ni vivantes parce qu'on ne les parle plus, mais nullement oubliées ni disparues. Ainsi le latin, le grec, l'arabe littéraire, le sanscrit, le pali, ... survivent indirectement par l'esprit, par les traces fortes et durables qu'elles ont laissées dans des

langues aujourd'hui majeures; sans les parler, on s'y réfère sans cesse.

En état de survie on peut citer aussi le copte qui remonte à l'Egypte pharaonique et que les chrétiens d'Egypte utilisent encore dans leur culte; le guèze, forme première de l'éthiopien, qui se maintient dans l'usage liturgique et savant. Le pâli, "grâce à son statut de fontaine généreuse à laquelle s'abreuvent tant de vocabulaires modernes, on pourrait dire qu'il n'est pas tout à fait mort". Comme John Brown en somme : *mourning in the grave, but his soul still going on...*

Ces vieilles histoires, on pourrait les prendre avec une certaine légèreté. Mais Claude Hagège rend sensible la gravité des choses. On ne peut rester indifférent à la menace d'extinction qui pèse "dans d'innombrables lieux du monde contemporain sur des langues qui s'acheminent en masse à la lisière de la mort (...). Ce sont des cultures bâties par des sociétés humaines qui sont en péril de perte".

Les chapitres consacrés aux "sentiers de l'extinction" et au "bataillon des causes" sont tout à fait impressionnants. On y voit que le sort des langues est étroitement mêlée à l'histoire des peuples mêmes, tragique comme elle. Des langues ont disparu par éradication totale de populations : indiens des Caraïbes, peuples d'Amérique du Sud, tribus d'Afrique, aborigènes d'Australie, de Tasmanie...

L'état des langues, aujourd'hui ? Le bilan est difficile à établir, mais il est très inquiétant si l'on considère que 600 langues seulement sur 5000 sont parlées par plus de 100 000 locuteurs; que sur les 5000 langues actuellement parlées 500 le sont par moins de 100 personnes. 52 des 670 langues d'Indonésie ont moins de 200 locuteurs...

La mort des langues est-ce important ?

"La part de génie qui se dépose dans chacune d'elles est assez grande pour que la mort d'un grand nombre soit une sorte de catastrophe. Ce qui disparaît est perdu pour notre fonds universel d'humanité"

"(...) S'il n'existait sur le globe aucune autre langue

que l'anglais, que connaîtrions-nous du fonctionnement de l'esprit humain tel qu'il se reflète à travers les structures de la langue ? (...) Nous connaîtrions beaucoup (...) mais il est évident que nous ignorerions aussi un nombre beaucoup plus grand d'autres principes qui trouvent leur application dans l'immense diversité des langues humaines. C'est là une des raisons scientifiques pour lesquelles la mort des langues ne peut pas laisser indifférent."

La diversité des langues, "sugissement torrentueux de la vie, est un motif d'émerveillement". Elle est clairement une part importante du patrimoine de l'humanité.

Claude Hagège pose la question : *Les langues qui sont encore vivantes sont-elles moins dignes d'être protégées que les espèces animales et végétales ?*

Il donne quelques raisons de n'être pas tout à fait pessimiste.

On observe des cas de défenses réussies comme les créoles dans les Caraïbes, comme en Afrique le sango, le lingala, comme le nagamais dans les hautes montagnes indo-birmanes, ...

On observe des cas de survie étonnante, comme la langue parlée sur l'île du Cuivre (dans le détroit de Behring), comme encore le mbugu, le mitchif ...

Facteur de maintien : on constate ici et là dans le monde une certaine résurgence de fierté identitaire qui profite aux langues.

Il existe quelques cas de renaissance : le maori, l'irlandais peut-être, quelques langues de Sibérie peut-être, le cornique en Cornouailles mais surtout l'hébreu, authentique et spectaculaire résurrection (en terre de miracles il est vrai) : C. Hagège lui consacre des pages très éclairantes.

Et il y a même, en cherchant bien, des cas de naissances comme le nynorsk "dont le succès (...) prouve que les hommes peuvent, comme des démiurges du dicible, donner naissance, à une langue".

Au total un livre à la fois très savant et très accessible.

A.G.
Halte à la Mort des Langues, par Claude Hagège, 400 p.
Ed. Odile Jacob, 2000



Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

Votre Nouvelle Librairie
au cœur de Phnom Penh !

Place de la
Poste Centrale
Phnom Penh
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751
Email: dg_distri@bigpond.com.kh

KHIEU KANHARITH

Le PPC, pour sa part, souhaite ce procès qui le blanchirait. Il lui permettrait une sorte de nettoyage, il lui donnerait une nouvelle image.

Le PPC a très peu à craindre du procès

Dans l'ensemble, le PPC a très peu à craindre du procès. Quelques personnalités en souffriraient? Après, ce serait l'occasion de donner une image plus pieuse du parti, et en même temps nous aurons des places disponibles pour la nouvelle génération...

Ceux qui veulent politiser le procès, et ceux qui veulent le faire traîner, pourraient en souffrir eux-mêmes. Ce n'est pas nous qui avons, après 1993, continué à demander l'assistance des Khmers Rouges. A ce sujet, le témoignage de Khieu Samphân pourrait être une bombe...

C'est l'injustice sociale qui a créé les khmers rouges

D'une façon générale, ce sont deux ou trois générations de gens qui se sont combattues, avec des implications de toutes parts. Il est bien difficile maintenant de faire le tri de façon impartiale. Mais on peut dire qu'à l'origine c'est l'injustice sociale qui a créé les Khmers Rouges, puis les répressions féroces à l'encontre des gens de gauche, puis les bombardements américains. Et il y a aussi le bas niveau éducationnel de notre population. Car, pour des gens igno-

rants, il suffit de désigner quelqu'un comme ennemi et de leur dire que le devoir d'un bon citoyen est de détruire les ennemis alors ils s'exécutent...

Malgré ce "background" que les jeunes d'aujourd'hui n'arrivent pas à saisir, ou que l'on s'efforce de cacher à ces jeunes, je pense que le procès devra avoir lieu. Ce qui est insensé aujourd'hui c'est que l'on voit des gens qui prétendent réclamer la justice décident que telle ou telle catégorie de gens devrait passer à la barre. Une fois la loi adoptée, une fois la procédure engagée, seuls les juges auront compétence pour décider ces choses là.

Les Cambodgiens divisés 50 / 50

Il est vrai que quelques fois je sens qu'il y a trop d'hypocrisie dans toute cette affaire du procès. Pour moi toute cette campagne menée au nom du peuple khmer, de je ne sais quel côté, est plutôt une activité d'une minorité agissante et non de la majorité silencieuse. Le procès donnera l'occasion d'une revanche à ceux qui ont perdu en 1975. A cette époque là, les Cambodgiens ont été divisés à 50 - 50. C'est pourquoi si le 17 avril 1975 est considéré par les gens de la ville comme le jour où ils étaient basculés dans l'enfer, les gens de la campagne le considèrent plutôt comme le jour de leur victoire, le jour où ils n'avaient plus peur du bombardement ni de voir leurs enfants partir au front.

Les grands responsables sont étrangers

Dans ce procès, on nous dit que nous devrions juger les Khmers, et seulement les Khmers. Les grands acteurs, les grandes responsables sont étrangers. Ils ne seront pas inculpés. Dans cette affaire, nous sommes seuls, nous sommes tout nu.

Il faut aussi en voir les risques: le procès peut rouvrir

d'anciennes blessures car ces trois décennies de guerre se passaient entre les Cambodgiens eux-mêmes. Toutes les générations de cette époque là, qu'elles le veuillent ou non, devaient être dans un camp ou dans un autre. Il n'y avait pas la question de "to be or not to be".

Attention au chaos possible !

Puis il y a aussi d'autres risques plus graves. Certains politiciens ou certains milieux pourraient utiliser la menace du procès pour replonger le pays dans le chaos encore une fois, non pas pour la prise du pouvoir mais pour appuyer leurs exigences. Il n'est pas difficile de recruter des gens qui sont prêts à reprendre des armes. Beaucoup de Cambodgiens ne connaissent que ça. Ce sont des gens qui avaient fait la guerre depuis leur plus tendre âge. Maintenant ce sont des laissés pour compte par la dure loi de l'économie du marché. Ils se sentent trahis. Imaginez ces gens qui n'ont rien à perdre et que quelqu'un, par persuasion idéologique ou par la force de la monnaie, les pousse à combattre pour un autre monde, pour une autre échelle de valeur... Renverser un gouvernement aujourd'hui c'est difficile, rendre la vie difficile à un gouvernement ce n'est pas impossible.

Le procès, c'est une boîte de Pandore, on ne sait pas quels maux risquent d'en sortir.

Renforcer la justice et le développement

Pour diminuer le risque d'un retour à la violence, il faut renforcer la justice et le développement de façon à ce que les gens s'attachent à cette justice et à ce développement. Il faut que ces laissés pour compte puissent profiter aussi de ce développement pour qu'ils ne soient tentés par les appels de l'anarchie. Il faut que la situation soit assez solide pour que les gens aient la volonté de la défendre.

Côté positif: le procès donnera un signal, un message aux générations futures: ni les ordres, ni l'idéologie ne peuvent justifier que l'on tue des êtres humains.

Protégez-les.

Mlle Touch Sothary Comptable chez Norwegian People's Aid
Assurée contre les accidents du travail auprès d'Indochine Insurance.

Vos employés sont vos atouts les plus précieux. NPA le reconnaît et offre à mademoiselle Touch, ainsi qu'à tous ses employés, une couverture "accidents du travail" étendue aux maladies nécessitant une hospitalisation.

De 800 à 10 000 USD, Indochine Insurance vous offre en effet toute latitude de choisir les conditions ainsi que le niveau de couverture pour chaque catégorie de salariés.

Lorsque vos employés bénéficient d'une assurance individuelle accident ou santé, ils peuvent être automatiquement admis dans chacun des 15 Centres Médicaux Agréés par Indochine Insurance au Cambodge, sur simple présentation de leur Medical Pass, ceci sans avancer un seul dollar.

N'hésitez pas à nous visiter sur www.indochine.net

No Problem Insurance Park
55, rue 178, Phnom Penh
Telephone: (855) (023) 210 701, 210 761
Facsimile: (855) (023) 210 501
E-mail: insurance@indochine.com.kh
Internet: www.indochine.net



indochine
INSURANCE

Le Choix est CLAIR.

rejoignez-nous @ www.indochine.net

Recueil Judiciaire et de jurisprudence

Dans le numéro 2, une Préface du Dr Heng Vong Bunchhat qui recherche les causes des carences de la Justice : elles sont impu-

tables aux hommes qui ont le pouvoir de juger, mais aussi à la mentalité des citoyens cambodgiens. C.n. y reviendra.

Publication de l'Unité de Coordination Juridique, Présidence du Conseil, 2001.

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement



directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Pages CFC Mathieu Lélu
Photos Philippe Bataillard
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement seulement
exemplaire gratuit sur demande

tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail cna@forum.org.kh